Non seulement il jette son dévolu sur de juteux marchés, en jachère, dont le contrôle lui ferait réoccuper, dans la balance commerciale, la première place devant la Chine et la Russie, ses concurrents directs, mais encore, il laisse entendre qu'il doit être partie prenante dans la succession sur laquelle il prétend avoir son mot à dire.

Les récents tirs croisés du journal *Le Monde* et du Premier ministre Manuel Valls donnent des indications, à peine voilées, sur la volonté du gouvernement français de déclarer celle-ci ouverte et de brandir dans la foulée la menace d'un éventuel lâchage de l'actuelle direction du pays d'autant que le renouement avec les principes qui ont fait la réputation de l'Algérie, en matière de politique étrangère, au cours des années Boumediène, suscite des appréhensions quant à un renversement d'alliances sur lequel les chancelleries étrangères à Alger ont peu d'éléments d'appréciation fiables.

L'enjeu n'est donc pas mince. On n'en est plus à la petite guéguerre chronique où les Français «s'amusaient» à exploiter les critiques, parfois justes, de certains intellectuels algériens à l'encontre du régime, et à les exploiter pour gêner aux entournures les autorités d'Alger. Les officiels français ne se suffisent plus de faire la chasse aux surenchères sur la mémoire et d'imposer des cahiers de charges restrictifs à des manifestations de l'envergure de «L'année de l'Algérie en France» comme ce fut le cas il y a quelque temps.

Ils ont pris conscience du danger qui se profile à l'horizon, susceptible de les prendre de court et de les disqualifier dans le traçage de la configuration post-Bouteflika. Leur réaction n'a, par conséquent, rien d'étonnant. C'est celle d'Alger qui l'est, à plus d'un titre, car elle revêt une fébrilité suspecte chez ceux qui sont

François Hollande.

Manuel Valls.

Photos : DR

connus pour cultiver une étroite proximité avec l'ancien colonisateur, compromis dans des opérations d'acquisition frauduleuses de biens et de trafics d'influence, de toutes sortes, que la presse a étalés des deux côtés de la Méditerranée. Si la campagne, actuellement orchestrée selon les méthodes désopilantes du panurgisme, avait été déclenchée par les forces patriotiques du pays, le peuple aurait eu toutes les raisons de s'en féliciter. Mais comme elle est initiée par ceux qui, hier,encore, faisaient la chaîne, sur le perron de l'Elysée, pour distribuer courbettes et tapes sur l'épaule et se faire épingler sur le revers du veston la rosette de la légion d'honneur, elle donne à voir combien est grande leur déception. Déception de n'avoir pas été payés en retour par l'ingratitude de leurs parrains.

Un Etat avec lequel la France qui aurait reconnu ses crimes coloniaux traitera d'égal à égal dans le partage d'un espace géographique que ni l'un ni l'autre n'a choisi et qui, à bien des égards, est riche de ressources, équitablement exploitables dans l'intérêt, bien compris, des peuples concernés et sans l'interférence de l'affairisme prébendier et maffieux.

Déception de n'avoir pas obtenu les retombées attendues de l'Accord passé avec l'Union européenne qu'ils pensaient avoir été la meilleure chose survenue dans leur vie. Déception d'avoir été lâchés après s'être fait miroiter monts et merveilles. Le mérite de ce déballage est qu'il incite, là où quelques pans de la souveraineté de l'Etat sont, encore, intacts, à tirer tous les enseignements indispensables à la consolidation de la stratégie de défense et de progrès des acquis et des choix du peuple algérien ainsi qu'au nettoyage des écuries d'Augias de tous les malfaiteurs antinationaux qui y pullulent. Un travail que l'opinion veut rapide et salvateur, hors de l'esprit des zaouïas et des aârouch par lequel on vise à faire régresser l'Etat national populaire, un Etat que ses forces porteuses souhaitent, à l'avenir, authentiquement démocratique, la seule alternative crédible qui viendra sauver, définitivement, l'Algérie de la menace brandie par ses ennemis historiques. Un Etat avec lequel la France qui aurait reconnu ses crimes coloniaux traitera d'égal à égal dans le partage d'un espace géographique que ni l'un ni l'autre n'a choisi et qui, à bien des égards, est riche de ressources, équitablement exploitables dans l'intérêt, bien compris, des peuples concernés et sans l'interférence de l'affairisme prébendier et maffieux.

Les Algériens qui sont en train de perdre leur latin et leur grec face à cette situation hérissée d'incohérences attendent, avec impatience, que soit levée la contradiction qui oppose une politique intérieure otage de l'inertie, de la corruption et du fait accompli et une politique extérieure qui redonne, par la justesse de ses options et par son courage, des couleurs à l'Etat algérien qu'on a, toujours, aimé et soutenu.

B.-E. M.

Publicité